

Le Réseau Salarial est une association d'**éducation populaire***, au sens d'éducation par et pour le peuple, d'une éducation débarrassée du schéma pyramidal du petit nombre délivrant un savoir au grand nombre.

Les institutions politiques qui régissent l'organisation de la société doivent pouvoir être comprises, critiquées, et modifiées par le citoyen dans une optique d'émancipation collective.

Or, le capitalisme, afin de s'imposer comme horizon infini de la destinée humaine, substitue au sujet politique actif un sujet passif, cloisonné dans des espaces institutionnels strictement (dé)finis par les intérêts des dominants (marché de l'emploi*, propriété lucrative*, financement par le prêt à intérêts...).

S'affranchir de ce cantonnement idéologique, c'est retrouver notre puissance de comprendre et d'agir, inscrire notre trajectoire collective dans une dynamique héritière des luttes sociales qui nous ont précédées, c'est créer les conditions politiques de notre survie au capitalisme.

Pierre angulaire des espaces cloisonnés capitalistes, le marché de l'emploi est un lieu de déni. Déni de démocratie, déni de la puissance d'agir, déni de citoyenneté.

Alors que leur travail est la seule source de la richesse produite, les producteurs du privé sont réduits à l'état d'objets dont on exploite -au sens de l'exploitation agricole- la force de travail, en vue d'accroître un capital.

Le Réseau Salarial s'attèle à révéler comment les conquêtes sociales passées (sécurité sociale, fonction publique...) ont su s'affranchir de cette réification capitaliste du travail. La relecture de notre histoire commune impose donc d'abord de se débarrasser des prismes idéologiques qui falsifient le débat politique et médiatique.

Nous produisons les 2000 milliards d'euros du PIB*, chaque année.

C'est donc à **nous** que doit revenir le pouvoir décisionnel des modalités de production (financement), et d'utilisation de cette richesse (investissement, salaires...).

Or, dans le schéma capitaliste, ce pouvoir est réservé aux propriétaires lucratifs, et aux banques privées.

La cotisation sociale (23% du PIB*), en garantissant le salaire des chômeurs, des retraités, des soignants de la fonction publique, et des parents est une institution politique d'émancipation parce qu'elle est autonome de la prédation capitaliste (35% du PIB*).

Pour le Réseau Salarial, il s'agit donc non pas seulement de défendre la cotisation sociale face aux incessants démantèlements dont elle fait l'objet, mais de l'étendre : 100% de la richesse que nous créons doit être répartie selon le même modus operandi. Il nous faut refonder la cotisation sociale et l'enrichir de caisses de salaires, d'investissement, de gratuité, de financement...

Pour cela, il nous faudra substituer à la propriété lucrative le **statut politique du producteur**.

La résistance à cette mutation vitale pour notre devenir politique collectif sera acharnée chez les puissances dominantes. Le combat à mener s'annonce donc long. Très long. Raison de plus pour s'armer, sans attendre, d'un bagage offensif et de convictions solides, de se former et de développer des outils de diffusion créatifs.

En partageant nos savoirs, nos savoirs-faire et nos savoir-être, nous amorçons déjà les conditions des combats à mener et des victoires à venir.

Fabrice Etifier